Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 mai 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve" et, le 16 mai 1951, sur des amendements à ce projet de loi, a donné en sa séance du 16 mai 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8ste Mei 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren en, de 16de Mei 1951, over amendementen op dit ontwerp van wet, heeft ter zitting van 16 Mei 1951 het volgend advies gegeven :

I.

En disposant que la loi du 18 avril 1905 est applicable aux forces armées, le projet laisse subsister, pour les officiers de réserve de la force aérienne, des dispositions spéciales insérées dans la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne. Ce procédé risque d'entraîner des difficultés d'application.

Le même danger existera lorsque le projet de loi sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, voté par la Chambre en sa séance du 22 février 1951, sera devenu une loi : le chapitre III de ce projet reprend, en effet, la plupart des articles de la loi du 18 avril 1905 en y apportant des modifications de détail.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il eût été techniquement préférable de réunir en une seule loi toutes les dispositions relatives aux officiers de réserve des trois forces.

II.

Selon l'exposé des motifs, le projet "confirme la possibilité de rappeler à l'activité les lieutenants et sous-lieutenants de réserve désireux de reprendre du service dans une formation active pour une durée de quatre ans maximum".

On pourrait déduire de ces termes que l'arrêté royal du 20 mai 1939 (n° 2) modifiant la loi du 18 avril 1905, déterminant l'état et la position des officiers de

.../...

réserve et qui fut pris sur base de la loi du 1er mai 1939 n'est plus d'application. Or, cet arrêté royal a été confirmé par la loi du 16 juin 1947; la modification qu'il apportait à l'article 4 de la loi en autorisant le rappel à l'activité de certains officiers pendant une certaine durée, existe dès lors toujours.

III.

L'article 4 du projet dispose : "Au moment de l'envoi en congé sans solde d'un officier de réserve qui s'est engagé à servir pendant plus d'un mois dans une formation active de son arme ou de son service ou au moment où cet officier quitte définitivement le service, il est transféré aux organismes intéressés un capital déterminé de manière à lui garantir, ainsi qu'à sa veuve et à ses orphelins éventuels, les avantages prévus en matière de pension de vieillesse et de survie par le régime de la sécurité sociale.".

Le régime des pensions de vieillesse diffère selon qu'il s'agit d'ouvriers ou d'employés. Pour les uns, la retenue est de 7 p.c. du montant des salaires, pour les autres de 10,25 p.c. du montant des appointements. Le capital à transférer sera donc variable selon que le législateur entend se référer à l'un ou l'autre régime.

Il conviendrait que le Gouvernement spécifie si les avantages qu'il entend accorder aux officiers de réserve seront établis d'après la situation que les intéressés occupaient avant leur rappel de longue durée.

Il conviendrait également que le Gouvernement indique si les avantages prévus par le régime de la

.../...

sécurité sociale seront accordés indistinctement à tous les officiers de réserve qui sont rappelés dans les conditions prévues au projet, même s'ils sont des travailleurs indépendants.

Le Conseil d'Etat, ignorant les intentions du Gouvernement sur ce point, ne peut suggérer de texte.

IV.

Dans la rédaction de l'article 8 de la loi du 18 avril 1905, il y a lieu de tenir compte que cet article a été complété par l'arrêté-loi du 18 septembre 1918. Cet arrêté-loi n'a jamais été abrogé.

Si le Gouvernement estime que cet arrêté-loi ne répond pas aux nécessités actuelles, il devrait en prévoir l'abrogation expresse dans le présent projet.

V.

L'article 3 du projet prévoit que, pendant une période de quatre années à dater de la promulgation de la présente loi, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser des officiers de réserve, de quelque grade que ce soit, à servir pendant plus d'un mois par année dans une formation active, à la condition qu'ils en fassent la demande.

Ce texte n'abroge pas l'article 18, C, 1°, de la loi du 1er juin 1949, maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, qui confère au Roi, pour une durée indéterminée, un pouvoir analogue pour certaines catégories d'officiers de réserve.

.../...

VI.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition de l'article 5, alinéa 1er, est inutile. Si elle rappelle qu' "en principe" les dispositions réglementaires relatives aux absences pour motif de santé des officiers de carrière sont applicables aux officiers de réserve, elle laisse cependant au Roi, qui de tout temps règle ces questions, le soin de fixer les modalités de cette application.

Seule, la disposition de l'alinéa 2 est nécessaire, car elle permet de considérer comme étant en activité des officiers de réserve en dehors des délais prévus par la loi: cette disposition doit, dès lors, trouver sa place comme dernier alinéa de l'article 4 de la loi.

+

\+ +

Pour le surplus, le projet appelle des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé :

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 18 AVRIL 1905 DETERMINANT L'ETAT ET LA POSITION DES OFFICIERS DE RÉSERVE.

---

BAUDOUIN, Prince Royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

§ 1er. L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve est remplacé par la disposition suivante :

" Tout officier de réserve sera pourvu d'un brevet royal du grade qui lui est conféré dans les forces armées.".

§ 2. A l'article 2, alinéa 2, de la même loi, les mots : "Ministre de la Guerre" sont remplacés par les mots : "Ministre de la Défense nationale".

§ 3. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Article 3.- La réserve est la position de l'officier qui, appartenant aux cadres des forces armées, n'est appelé temporairement à l'activité que dans certaines circonstances spéciales fixées par la présente loi.".

§ 4. Un article 3 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

" Article 3 bis.- Si l'intérêt de l'armée l'exige, le Roi peut nommer au grade de sous-lieutenant de réserve les miliciens candidats officiers de réserve avant l'expiration de leur terme de service actif.".

§ 5. L'article 4 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

" Article 4.- § 1er. Les officiers de réserve sont appelés à l'activité :

1° en cas de nomination au grade de sous-lieutenant avant l'expiration de leur terme de service actif jusqu'à la fin de ce terme;

2° en cas de rappel sous les armes par le Ministre de la Défense nationale; la période de rappel ne peut être d'une durée supérieure à un mois par année;

3° en cas de mobilisation et pour la durée de celle-ci.

§ 2. Dans des circonstances exceptionnelles et pour assurer l'encadrement des forces armées sur pied de paix, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser des officiers de réserve du grade de lieutenant ou de sous-lieutenant qui en font la demande, à servir avec leur grade dans une formation active de leur arme, service ou catégorie, pendant une durée maximum de quatre années. Le Roi fixe les conditions d'octroi de cette autorisation.

.../...

§ 3. Les officiers de réserve absents pour motif de santé peuvent être, à leur demande, maintenus en activité au-delà des délais fixés par le présent article.".

§ 6. L'article 5, alinéa 2, de la même loi est complété par la disposition suivante :

" Toutefois, pendant leur terme de service actif, les sous-lieutenants de réserve sont soumis à un régime pécuniaire spécial fixé par le Roi.".

§ 7. Un article 5 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

" Article 5 bis.- § 1er. Pendant le temps où l'officier de réserve est en activité, par application de l'article 4, § 2, la législation relative aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie lui est applicable, toutes conditions étant égales. Le traitement des intéressés est soumis aux retenues réglementaires qui représentent la participation des militaires à ce régime.

§ 2. Au moment où l'officier dont il est question au § 1er est envoyé en congé sans solde ou au moment où il quitte définitivement le service, un capital est transféré aux organismes compétents en vue d'assurer à l'intéressé et à ses ayants droit les avantages prévus en matière de pension de vieillesse et de survie par le régime de la sécurité sociale. Ce capital est indépendant de la retenue effectuée sur le traitement en vertu du § 1er; cette retenue reste acquise à l'Etat.".

.../...

§ 8. L'artice 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

" Article 6.- En ce qui concerne les obligations inhérentes à leur position militaire et dans les limites autorisées par la présente loi, les officiers de réserve sont soumis en tout temps aux ordres du Ministre de la Défense nationale.".

§ 9. A l'article 8 de la même loi, complété par l'arrêté-loi du 18 septembre 1918, les mots :"le Ministre de la Guerre" sont remplacés par les mots : "le Ministre de la Défense nationale".

§ 10. Un article 10 bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

" Article 10 bis.- La présente loi est applicable aux officiers de réserve des forces armées et de la gendarmerie; elle ne déroge pas aux dispositions spéciales qui les concernent.".

Article 2.-

Pendant une période de quatre années à partir de la publication de la présente loi, le Ministre de la Défense nationale peut, dans les conditions fixées par le Roi, autoriser les officiers de réserve de tout grade qui en font la demande, à servir pendant plus d'un mois par année avec leur grade dans une formation active de leur arme, service ou catégorie.

Ces officiers seront soumis au même régime que les officiers de réserve en activité par application de l'article 4, § 2, de la loi du 18 avril 1905 modifiée par l'article 1er de la présente loi.

Article 3.-

L'article 1er, § 7, de la présente loi sort ses effets le 1er mars 1951.

Donné à , le .

PAR LE PRINCE ROYAL:

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Doordat het ontwerp bepaalt dat de wet van 18 April 1905 toepasselijk is op de krijgsmacht, blijven voor de reserveofficieren der luchtmacht bijzondere bepalingen van kracht die in de wet van 3 April 1948 betreffende de stand en de bevordering van de officieren der luchtmacht zijn ingevoegd. Dit procédé kan moeilijkheden bij de toepassing medebrengen.

Dit zelfde gevaar zal zich voordoen wanneer het ontwerp van wet betreffende de stand en de bevordering van de officieren der zeemacht, door de Kamer in zitting van 22 Februari 1951 goedgekeurd, kracht van wet heeft gekregen : hoofdstuk III van dit laatste ontwerp neemt immers het merendeel der artikelen van de wet van 18 April 1905 met detailwijzigingen over.

De Raad van State is van oordeel dat het technisch te verkiezen ware geweest alle bepalingen betreffende de reserveofficieren van de drie machten in een enkele wet samen te brengen.

II.

Volgens de memorie van toelichting "bevestigt het ontwerp de mogelijkheid om de reserveluitenants en -onderluitenants, die wensen voor een tijdperk van ten hoogste vier jaar bij een actieve formatie dienst te hernemen, terug tot de activiteit op te roepen".

Uit deze bewoordingen zou men kunnen afleiden dat het koninklijk besluit van 20 Mei 1939 (nr 2) tot wijziging van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren en

.../...

hetwelk genomen werd op grond van de wet van 1 Mei 1939, niet meer van toepassing is. Dit koninklijk besluit echter werd bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947; derhalve is de wijziging die het in artikel 4 van de wet aanbracht en krachtens welke toelating werd verleend om sommige officieren voor een bepaalde duur tot de werkelijke dienst weder op te roepen, niet vervallen.

III.

Artikel 4 van het ontwerp luidt als volgt : "Wanneer een reserveofficier, die er zich toe verbonden heeft gedurende meer dan een maand bij een actieve formatie van zijn wapen of dienst, te dienen met verlof zonder soldij gaat, of wanneer deze officier de dienst voorgoed verlaat, wordt aan de betrokken organismen een kapitaal overgedragen, derwijze berekend dat hem alsook, desvoorkomend, zijn weduwe en wezen, de bij het stelsel van de Maatschappelijke Zekerheid voorziene voordelen in zake ouderdoms- en overlevingspensioenen verzekerd worden.".

Het stelsel van de ouderdomspensioenen verschilt naargelang de betrokkenen arbeiders dan wel bedienden zijn. Voor de enen bedraagt de afhouding 7 t.h. van het loon, voor de anderen 10,25 t.h. van de wedde. Het over te dragen kapitaal zal bijgevolg veranderen naargelang de wetgever het ene of het andere stelsel wil toepassen.

De Regering zou duidelijk moeten zeggen of de voordelen welke zij voornemens is aan de reserveofficieren te verlenen, zullen worden vastgesteld

.../...

volgens de betrekking die zij bekleedden vóór hun wederoproeping op lange termijn.

Tevens zou de Regering moeten duidelijk maken of zij de voordelen door de maatschappelijke zekerheid bepaald, zonder onderscheid toekennen zal aan alle reserveofficieren die worden opgeroepen overeenkomstig de in het ontwerp aangegeven voorwaarden, zelfs indien het buiten dienstverband staande arbeiders betreft.

Vermits de Raad van State niet bekend is met de bedoelingen van de Regering ten deze, kan hij geen tekst aanbevelen.

IV.

In de redactie van artikel 8 van de wet van 18 April 1905, mag niet uit het oog worden verloren dat dit artikel bij de besluitwet van 18 September 1918 is aangevuld. Deze laatste is totnogtoe niet opgeheven.

Oordeelt de Regering dat die besluitwet niet meer beantwoordt aan de huidige noodwendigheden, dan dient zij in het onderhavig ontwerp de opheffing er van uitdrukkelijk te bepalen.

.../...

V.

Krachtens artikel 3 van het ontwerp kan de Minister van Landsverdediging, tijdens een periode van vier jaar te rekenen van de afkondiging van deze wet, aan de reserveofficieren van alle rang toelating verlenen om gedurende meer dan één maand per jaar in een actieve formatie te dienen, mits zij daarom verzoeken.

Deze tekst brengt de opheffing niet mede van artikel 18, C, 1°, van de wet van 1 Juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, welk artikel voor onbepaalde duur aan de Koning een gelijkaardige macht verleent ten aanzien van sommige categorieën van reserveofficieren.

VI.

De Raad van State is van advies dat het bepaalde in artikel 5, eerste lid, overbodig is. Hoewel hierin herhaald is dat "in beginsel" de reglementsbepalingen inzake afwezigheid om gezondheidsredenen, welke gelden voor de beroepsofficieren, van toepassing zijn op de reserveofficieren, toch wordt het aan de Koning, die te allen tijde zulke aangelegenheden regelt, overgelaten om de modaliteiten dezer toepassing vast te stellen.

Alleen de bepaling van het tweede lid blijft noodzakelijk, vermits zij het mogelijk maakt reserveofficieren te beschouwen als zijnde in actieve dienst buiten de termijnen die in de wet zijn aangegeven : die bepaling neme men derhalve op in een laatste lid van artikel 4 van de wet.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp nog enkele opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en waarmede rekening is gehouden in de hierna voorgestelde tekst :

/

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 18 APRIL 1905 BEPALENDE DE STAND EN DE RECHTSTOESTAND DER RESERVEOFFICIEREN.

---

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht
van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze in raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

§ 1. Artikel 1, tweede lid, van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Elke reserveofficier wordt voorzien van een koninklijk brevet van de rang die hem bij de krijgsmacht is verleend.".

.../...

§ 2. In artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden : "Minister van Oorlog" vervangen door de woorden : "Minister van Landsverdediging".

§ 3. Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 3.- De reserve is de toestand van de officier die tot het kader van de krijgsmacht behoort en slechts onder sommige bij deze wet vastgestelde bijzondere omstandigheden tijdelijk tot de werkelijke dienst wordt opgeroepen.".

§ 4. In dezelfde wet wordt een artikel 3 bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

" Artikel 3 bis.- Indien het belang van het leger zulks vereist, kan de Koning de dienstplichtigen die candidaat-reserveofficieren zijn in de rang van reserveonderluitenant vóór het einde van hun werkelijke diensttijd benoemen.".

§ 5. Artikel 4 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" Artikel 4.- § 1. De reserveofficieren worden tot de werkelijke dienst opgeroepen :

1° in geval van benoeming in de rang van onderluitenant vóór het einde van de werkelijke diensttijd, tot het einde van die diensttijd;

2° in geval van wederoproeping onder de wapens door de Minister van Landsverdediging; de periode van wederoproeping mag niet meer bedragen dan één maand per jaar;

3° in geval van mobilisatie en voor de duur er van.

.../...

§ 2. In uitzonderlijke omstandigheden en om te voorzien in de kaderbehoeften van de krijgsmacht op vredesvoet, kan de Minister van Landsverdediging aan reserveofficieren met de rang van luitenant of onderluitenant, die daartoe een verzoek doen, de toelating verlenen om gedurende ten hoogste vier jaar met hun rang bij een actieve formatie van hun wapen, dienst of categorie, te dienen. De Koning bepaalt onder welke voorwaarden die toelating wordt verleend.

§ 3. De reserveofficieren die wegens gezondheidsredenen afwezig zijn, kunnen op hun verzoek in werkelijke dienst behouden worden na de termijnen in dit artikel bepaald.".

§ 6. Artikel 5, tweede lid, van dezelfde wet wordt met de volgende bepaling aangevuld :

" Voor de reserveonderluitenants evenwel wordt gedurende hun werkelijke diensttijd een speciaal door de Koning vastgesteld bezoldigingsstelsel toegepast.".

§ 7. In dezelfde wet wordt een artikel 5 bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

" Artikel 5 bis.- § 1. Voor de termijn gedurende welke de reserveofficier , bij toepassing van artikel 4, § 2, in werkelijke dienst is, wordt, onder gelijke voorwaarden, op hem toegepast de wetgeving op de pensioenen der weduwen en wezen van de leden van leger en rijkswacht. De wedde der betrokkenen is onderworpen aan de reglementaire afhoudingen, die de bijdrage van de militairen tot dit stelsel uitmaken.

.../...

§ 2. Op het ogenblik dat de officier, in § 1 bedoeld, met verlof zonder soldij gaat, of op het ogenblik dat hij de dienst voorgoed verlaat, wordt aan de bevoegde organismen een kapitaal overgemaakt om de belanghebbende en zijn rechtverkrijgenden de voordelen te verzekeren welke in zake ouderdoms- en overlevingspensioen door het stelsel der maatschappelijke zekerheid zijn bepaald. Dit kapitaal is niet afhankelijk van de afhouding die krachtens § 1 op de wedde wordt gedaan; deze afhouding blijft de eigendom van de Staat.".

§ 8. Artikel 6 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 6.- Wat de verplichtingen betreft die met hun militaire toestand samengaan en binnen de grenzen die deze wet toelaat, zijn de reserveofficieren te allen tijde aan de bevelen van de Minister van Landsverdediging onderworpen.".

§ 9. In artikel 8 van dezelfde wet, aangevuld bij de besluitwet van 18 September 1918, worden de woorden : "de Minister van Oorlog" vervangen door de woorden "de Minister van Landsverdediging".

§ 10. In dezelfde wet wordt een artikel 10 bis ingevoegd dat luidt als volgt :

" Artikel 10 bis.- Deze wet is van toepassing op de reserveofficieren van de krijgsmacht en van de rijkswacht; zij wijkt niet af van de bijzondere bepalingen die hen betreffen.".

.../...

Artikel 2.-

Gedurende een periode van vier jaar ingaande met de bekendmaking van deze wet kan de Minister van Landsverdediging,onder de voorwaarden door de Koning bepaald, aan de reserveofficieren van alle rang die daarom verzoeken, de toelating verlenen om meer dan één maand per jaar met hun rang in een actieve formatie van hun wapen, dienst of categorie,te dienen.

Voor deze officieren geldt hetzelfde stelsel als voor de reserveofficieren, in werkelijke dienst bij toepassing van artikel 4, § 2, van de wet van 18 April 1905 zoals zij bij artikel 1 van deze wet is gewijzigd.

Artikel 3.-

Artikel 1, § 7, van deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Maart 1951.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J.MERTENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G.PIQUET. — (signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1951. — De 1951

Le Greffier du Conseil d'Etat, — De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.